Les notices de la MAS relatives à l'obligation de vigilance à l'égard de la clientèle

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Base juridique et champ d'application

Le CDSA dit à chacun ce qu'il ne doit pas faire. Les obligations préventives des établissements financiers figurent dans un corps de règles distinct, édicté par la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) pour chaque secteur. Le plus connu est la MAS Notice 626, relative à la prévention du blanchiment d'argent et à la lutte contre le financement du terrorisme dans les banques. La version en vigueur est datée du 28 mars 2024 et a pris effet le 1er avril 2024. Édictée en vertu de la section 16 du Financial Services and Markets Act 2022, la loi examinée au chapitre E.I, elle s'applique à toutes les banques établies à Singapour. Des notices parallèles s'appliquent aux banques d'affaires (merchant banks), aux sociétés de financement, aux assureurs, aux intermédiaires des marchés de capitaux, aux conseillers financiers, aux sociétés fiduciaires et aux prestataires de services de paiement. Leur contenu est en grande partie identique et adapté à l'activité de chaque secteur.[12]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Chaque notice est accompagnée de lignes directrices (guidelines) qui exposent les attentes de la MAS et donnent des exemples. Les lignes directrices ne créent pas d'infractions, mais la MAS s'en sert comme référence lors de ses inspections. Avec les documents d'information et les circulaires que la MAS publie à l'issue de revues thématiques, elles forment un corpus dense de droit souple. Leur poids pratique est bien plus grand que ne le laisse penser leur statut formel.

La notice a été modifiée pour la dernière fois avec effet au 1er juillet 2025. L'une des modifications est une nouvelle définition selon laquelle toute mention du blanchiment d'argent inclut le financement de la prolifération.[3] Cette modification répondait à l'attention croissante du Groupe d'action financière (GAFI) pour le financement des programmes d'armement, un risque auquel Singapour est exposée en tant que plaque tournante du commerce et du transport maritime. Le chapitre H.IV l'examine en lien avec les sanctions.

Quand la vigilance est-elle requise ?

La notice commence par une interdiction : aucune banque ne peut ouvrir ni tenir de compte anonyme ou de compte sous un nom fictif. Lorsqu'une banque a des motifs raisonnables de soupçonner, avant d'établir une relation, que les avoirs d'un client proviennent d'un crime, elle doit refuser l'affaire et effectuer une déclaration de transaction suspecte. Dans tous les autres cas, l'obligation de vigilance à l'égard de la clientèle naît dans des situations définies. Elle s'applique lorsque la banque noue une relation d'affaires avec un client ou effectue une transaction de plus de 20 000 dollars pour une personne qui n'est pas déjà cliente. Elle couvre aussi tout virement national et tout virement transfrontalier de plus de 1 500 dollars pour une telle personne. Tout soupçon de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme la déclenche, de même que des doutes sur des informations obtenues antérieurement. La liste vise également les transactions en jetons numériques et les transferts de valeur pour des clients occasionnels, quel qu'en soit le montant.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Une banque qui soupçonne un client de fractionner une transaction en montants plus faibles pour rester sous ces seuils doit traiter les transactions comme une seule.[4] Les seuils eux-mêmes sont modestes. Ils importent peu dans la banque privée, où chaque client se trouve dans une relation durable dès le premier jour, et beaucoup plus dans l'activité des bureaux de change et des agents de transfert de fonds.

La vigilance consiste à identifier le client et à vérifier son identité au moyen de documents fiables et indépendants. La banque doit aussi identifier les personnes physiques qui agissent pour le compte du client, ses parties liées et ses bénéficiaires effectifs. Une étape supplémentaire consiste à comprendre l'objet et la nature envisagée de la relation. La notice définit le bénéficiaire effectif comme la personne physique qui, en dernier lieu, possède ou contrôle le client ou pour le compte de laquelle une transaction est effectuée. Cela inclut toute personne qui exerce en dernier ressort un contrôle effectif sur une personne morale ou une construction juridique.[5] Pour les trusts, les fondations et les sociétés comportant plusieurs niveaux de détention, l'identification de cette personne est au cœur de l'exercice. C'est aussi là que le système est le plus vulnérable, comme l'a montré l'évaluation du GAFI.

Personnes politiquement exposées et vigilance renforcée

Lorsque le risque est plus élevé, les mesures simplifiées cèdent la place à des mesures renforcées. La notice exige de chaque banque qu'elle dispose de systèmes permettant de déterminer si un client, un bénéficiaire effectif ou une personne agissant pour le client est une personne politiquement exposée, ou un membre de la famille ou un proche associé d'une telle personne. Une banque qui participe à COSMIC, la plateforme d'échange d'informations décrite ci-dessous, doit tenir compte des informations qu'elle reçoit par cette plateforme. Les fonctions publiques importantes comprennent celles de chef d'État et de gouvernement, de ministre, de haut fonctionnaire, de haut responsable judiciaire ou militaire, de dirigeant d'entreprise publique, de haut responsable de parti, de membre du pouvoir législatif et de membre de la direction d'une organisation internationale.[6]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Pour ces personnes, la banque doit obtenir l'approbation de la direction générale avant d'établir ou de poursuivre la relation. Elle doit établir l'origine du patrimoine et l'origine des fonds par des moyens appropriés et raisonnables, et soumettre la relation à une surveillance continue renforcée. La notice autorise une approche fondée sur les risques pour les personnes politiquement exposées nationales, pour les responsables d'organisations internationales et pour les personnes qui ont quitté leurs fonctions. Elle retire cette souplesse lorsque la relation présente un risque plus élevé. Les personnes politiquement exposées étrangères encore en fonction sont donc toujours soumises au régime renforcé complet. Pour une place de gestion de fortune dont les clients viennent en grande partie de pays asiatiques où les élites politiques et économiques se confondent, c'est l'une des parties les plus exigeantes de la notice.[7]

L'origine du patrimoine et sa corroboration

La distinction entre origine du patrimoine (source of wealth) et origine des fonds (source of funds) est centrale dans la banque privée. Les Guidelines to Notice 626 définissent l'origine du patrimoine comme la provenance de l'ensemble du patrimoine du client, y compris le capital de départ qui a généré la fortune ultérieure et les donations reçues. L'origine des fonds désigne la provenance des avoirs précis qui font l'objet de la relation. Une banque ne peut pas limiter son examen à l'identification de l'autre établissement d'où les fonds ont été transférés. Elle doit établir l'activité qui les a générés.[8]

Les lignes directrices attendent de la banque qu'elle corrobore ces informations, qu'elles aient été reçues par COSMIC ou autrement. Parmi les moyens appropriés figurent les actes de trust, les justificatifs de salaire, les déclarations d'impôt, les relevés bancaires, les états financiers audités, les visites sur place, une copie du testament en cas de succession et les actes de transfert en cas de vente immobilière. Les lignes directrices ajoutent un avertissement tiré de l'expérience. Les hypothèses et les valeurs de référence doivent aider une banque à apprécier la plausibilité du patrimoine d'un client. Elles ne doivent jamais servir à justifier des explications

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

lorsqu'il existe des motifs de soupçon. Lorsqu'une source importante du patrimoine ne peut être corroborée, la banque doit décider si le risque résiduel est acceptable et quelles mesures supplémentaires prendre.[9]

Ces attentes ont une histoire. Avant même que l'affaire 1MDB n'éclate, la MAS avait publié en juin 2014 un document d'information sur les contrôles dans la banque privée. Il décrivait comment les établissements obtenaient des informations sur l'environnement familial, l'historique des investissements, les activités commerciales et le parcours professionnel, et comment ils les vérifiaient au regard de sources publiques et de documents.[10] Les sanctions de juillet 2025, examinées au chapitre E.VI, ont montré que de nombreux établissements avaient rédigé de telles procédures sans les appliquer de manière cohérente. Les lignes directrices révisées répondent à cette expérience en précisant davantage ce que signifie la corroboration.

Idée reçue

On croit souvent que l'obligation de vigilance est remplie dès qu'une banque dispose d'un passeport et d'une facture de services publics dans son dossier. La notice exige bien davantage : l'identification des bénéficiaires effectifs derrière chaque niveau de sociétés et de trusts, la compréhension de l'objet de la relation, une surveillance continue et, pour les clients à risque élevé, la corroboration de l'origine de l'ensemble du patrimoine du client. Les pièces d'identité indiquent à la banque qui est le client. L'autorité de surveillance veut aussi savoir comment le client s'est enrichi.

Virements, conservation des documents et jetons numériques

La notice met également en œuvre les règles du GAFI sur les virements électroniques. Pour les virements transfrontaliers de plus de 1 500 dollars, la banque du donneur d'ordre doit inclure dans le message de paiement des informations déterminées sur le donneur d'ordre et sur le bénéficiaire. Pour les montants

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

inférieurs, un ensemble réduit d'informations suffit. Un ensemble parallèle de règles relatives aux transferts de valeur de jetons numériques applique la même logique aux crypto-actifs, qu'examine le chapitre K.I.

Les règles de conservation des documents garantissent que les enquêteurs peuvent reconstituer les faits. Une banque doit conserver les informations de vigilance et les dossiers de compte pendant au moins cinq ans après la fin de la relation. Les pièces relatives aux transactions doivent être conservées pendant au moins cinq ans après leur exécution, sous une forme qui permette de reconstituer chaque transaction à titre de preuve dans une procédure pénale.[11]

Notes

1. MAS Notice 626, *Prevention of Money Laundering and Countering the Financing of Terrorism – Banks*, 28 mars 2024, dernière révision le 30 juin 2025, par. 1.1–1.2. ↩
2. Sur la série des notices LBC/FT de la MAS pour les autres secteurs (notamment la Notice 1014 pour les merchant banks, la Notice 314 pour les assureurs vie directs, la Notice SFA04-N02 pour les intermédiaires des marchés de capitaux, la Notice FAA-N06 pour les conseillers financiers, la Notice TCA-N03 pour les sociétés fiduciaires et la Notice PSN01 pour les prestataires de services de paiement), voir le site internet de la MAS, rubrique « Anti-Money Laundering ». ↩
3. MAS Notice 626, 28 mars 2024, dernière révision le 30 juin 2025, par. 2.1, note 1, et Endnotes on History of Amendments : « MAS Notice 626 (Amendment) 2025 with effect from 1 July 2025. » ↩
4. MAS Notice 626, par. 6.1 ; MAS Notice 626, par. 6.2 ; MAS Notice 626, par. 6.3(a), (b), (d), (f) et (g) ; MAS Notice 626, par. 6.3(c) et (e) ; MAS Notice 626, par. 6.4. ↩
5. MAS Notice 626, par. 2.1, définition de « beneficial owner ». ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

6. MAS Notice 626, par. 8.1–8.2 ; MAS Notice 626, par. 8.1, définition de « prominent public functions ». ↩
7. MAS Notice 626, par. 8.3(a)–(c) ; MAS Notice 626, par. 8.4. ↩
8. MAS, *Guidelines to MAS Notice 626 on Prevention of Money Laundering and Countering the Financing of Terrorism*, 28 mars 2024, dernière révision le 1er juillet 2025, par. 8-5-5 et 8-5-6 ; MAS, *Guidelines to MAS Notice 626*, par. 8-5-6 : la banque « should not limit its source of funds inquiry to identifying the other FI from which the funds have been transferred, but more importantly, the activity that generated the funds ». ↩
9. MAS, *Guidelines to MAS Notice 626*, par. 8-5-7 ; MAS, *Guidelines to MAS Notice 626*, par. 8-5-7 : les hypothèses et valeurs de référence « should not be used to justify or support circumstances or explanations provided by the customer or beneficial owner if there are reasons that cast suspicion on their source of wealth or source of funds » ; MAS, *Guidelines to MAS Notice 626*, par. 8-5-7A. ↩
10. Monetary Authority of Singapore, *Guidance on Private Banking Controls*, Information Paper, juin 2014, par. 3.13–3.14. ↩
11. MAS Notice 626, par. 11.4–11.5 (virements transfrontaliers inférieurs ou égaux à 1 500 S$ et supérieurs à ce montant) ; MAS Notice 626, par. 11A (transferts de valeur inférieurs ou égaux à 1 500 S$ et supérieurs à ce montant) ; MAS Notice 626, par. 12.2(b) et 12.3(a)–(b). ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.